

LETTRE ÉCONOMIQUE ÉGYPTE

Une publication du Service Économique du Caire
Numéro 155 : décembre 2024 – janvier 2025

Le chiffre du mois

3,6 %

Nouvelle prévision du FMI pour
la croissance du PIB égyptien
pour l'exercice 2024/25

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Actualités | 3 |
| Relations économiques bilatérales..... | 4 |
| Brèves économiques | 8 |
| Zoom - L'essor des énergies renouvelables..... | 12 |
| Notes d'analyse..... | 15 |
| Quelles évolutions de la balance des paiements ? | 15 |
| Relations économiques et commerciales entre l'Égypte et la Russie..... | 17 |
| Indicateurs | 21 |

« La seule fonction de la prévision économique, c'est de rendre l'astrologie respectable »

John Kenneth Galbraith

L'année 2024 en Égypte démontre, si besoin en était, que l'exercice de prévisions économiques demeure, par essence, hasardeux. Confrontée en début d'année à une crise de liquidités parmi les plus critiques de son histoire, l'Égypte est (re)devenue l'un des pays émergents les plus attractifs du moment à la faveur du triple effet, au premier trimestre, du nouvel accord avec le FMI, de l'engagement en faveur de la libre fluctuation du taux de change et de l'investissement historique du fonds d'investissement ADQ. Le remaniement gouvernemental du mois de juillet et la nomination d'une équipe économique au profil et au discours réformistes ont parachevé le net regain de confiance dans l'Égypte, mesurable par les entrées massives de capitaux de la part d'investisseurs de portefeuille et de la diaspora, notamment. Inversement, le scénario catastrophe prophétisé par certains des conséquences du conflit à Gaza ne s'est pas matérialisé, à l'exception notable de la chute de plus des deux-tiers des recettes du canal de Suez, aux lourdes conséquences sur les réserves. Mais le tourisme a connu de nouveaux records de fréquentations et de recettes et l'inflation n'a pas été perturbée par ce choc extérieur. Elle a d'ailleurs poursuivi en 2024 le recul amorcé en septembre 2023, que la forte dépréciation de la livre égyptienne au mois de mars n'a pas contrariée.

Tout en conservant la prudence qui s'impose, quelques éléments semblent faire consensus sur ce que devrait être l'année 2025. En premier lieu, il apparaît probable que la croissance n'atteigne pas les prévisions initiales du gouvernement ou des bailleurs qui les ont récemment révisées à la baisse (3,6 % pour le FMI et 3,5 % pour la Banque mondiale). L'inflation, de 24,1 % en décembre dernier, devrait poursuivre sa décrue et pourrait se situer autour de 20 %, voire en-dessous. La cible d'inflation du gouvernement devrait rester inchangée à 7 % mais cette tendance baissière devrait se refléter dans les taux d'intérêt, dont le taux au jour le jour pourrait atteindre 16,25 % en fin d'année contre 28,25 % en décembre dernier. Le rythme de cette baisse, difficile à anticiper, serait probablement lent, compte tenu du niveau encore élevé de l'inflation. La livre égyptienne, restée étonnamment stable en dépit du flottement décrété par le gouvernement en mars dernier, devrait rester sous la barre des 50 EGP/USD, essentiellement liée à la force du dollar US. Les dernières anticipations la situent dans une fourchette de 50-55 face au USD. Les pressions à la baisse sur la livre égyptienne pourraient être fortes sous l'effet d'une dépendance persistante aux importations de produits essentiels, notamment d'hydrocarbures (20 Md USD) et, globalement, d'une balance des paiements encore fragile. Cette fragilité reflète celle de l'appareil exportateur, encore insuffisamment diversifié pour doter l'Égypte d'une compétitivité pérenne en dépit de son attractivité coût, et du caractère volatile des principales sources traditionnelles de devises. Les attentes sont donc fortes en ce qui concerne la reprise des recettes du canal de Suez sous l'effet des récents accords de cessez-le-feu à Gaza et au Liban. Les armateurs restent toutefois prudents face à une situation encore volatile en mer rouge.

Pour contrer ces incertitudes, les attentes en direction des autorités gouvernementales sont élevées. Le soutien à la croissance ne devrait toutefois pas provenir en priorité des investissements publics, dont le plafond annuel de 20 Md USD devrait être reconduit. La pression budgétaire demeure en effet forte, en dépit des remarquables progrès accomplis en matière d'excédent primaire ; la sanctuarisation des dépenses sociales constitue une priorité pour contrebalancer la pression accrue sur le pouvoir d'achat d'une large majorité de la population. Le déficit devrait toutefois rester élevé, pouvant atteindre 7 % du PIB, du fait de la dissipation des effets de l'investissement d'ADQ à Ras El Hekma, dont une partie des fonds fut consacrée en

2024 au désendettement, et du poids d'une charge de la dette qui absorbe une part croissante du budget et des recettes. D'après la Banque centrale, son montant pour 2025 attendrait 22,5 Md USD, soit 900 MUSD de plus que lors des précédentes estimations.

Depuis son entrée en fonctions, l'équipe économique du gouvernement a accordé beaucoup d'attention aux demandes du secteur privé. Le régime des subventions à l'exportation, dont la réforme soudaine a suscité des réactions des milieux d'affaires au dernier trimestre, devrait être relancé sur des bases claires et plus justes, y compris en matière de finances publiques. La réforme fiscale annoncée constitue un marqueur pour 2025 de la volonté de réformes des autorités. Trop timide d'après certains, illusoire pour d'autres, elle est indéniablement prudente et réaliste compte tenu de l'ampleur du chantier à mener. L'objectif du ministre des Finances est avant tout d'instaurer un pacte de confiance avec les entreprises, autant avec celles qui échappaient à l'impôt jusqu'à présent, qu'avec celles qui se conformaient à leurs obligations et regrettaient que trop de passe-droits subsistent pour certains. Cela devrait prendre du temps et pourrait ne pas générer rapidement les recettes supplémentaires au niveau escompté.

2025 sera également une année charnière pour les bailleurs. Si les autorités ont clairement affiché leur intention de fortement réduire leur endettement en devises pour le financement de projets publics, les aides programmées du FMI et de l'UE devraient connaître une intensification cette année, avec des décisions majeures en matière d'engagements, dans la continuité des revues désormais semestrielles du FMI et des décisions attendues sur le second paquet de 4 Md EUR de l'assistance macro-financière européenne. En outre, les autorités devraient poursuivre le recours au marché obligataire international, encouragées par le succès des dernières émissions, largement sursouscrites et à des taux légèrement inférieurs aux précédentes.

Après une année 2024 presque euphorique face au retournement de situation du printemps, 2025 marque le retour du principe de réalité et de l'indispensable mise en œuvre des réformes les plus essentielles pour dépasser les incertitudes du moment et ancrer l'Égypte dans une croissance à la hauteur de son potentiel, durable et inclusive.

Ces perspectives, qui impliquent l'ensemble de la région, devraient être au cœur des échanges qui devraient constituer le principal événement économique de la France en Égypte cette année : la tenue du forum « Afrique du nord et Moyen-Orient » des Conseillers du commerce extérieur au Caire du 8 au 10 mai prochain, inédit par son ampleur et son format. Il s'annonce d'ores et déjà comme un grand rendez-vous d'affaires entre décideurs économiques français et de la région. Nous serons heureux de vous y accueillir en nombre.

Pascal FURTH, Chef du Service économique

Actualités

Retour sur le séminaire INTERBEV

Le 29 janvier, l'Ambassadeur de France a assisté aux « Rencontres franco-égyptiennes du secteur bovin », initiées par INTERBEV, l'interprofession bétail et viande française, et coorganisées par Business France Égypte, avec le soutien de France Agri Mer. Ce séminaire a rassemblé des acteurs français et égyptiens du secteur pour présenter l'offre française en matière de bétail, analyser les tendances du marché et valoriser les atouts de la filière française. À cette occasion, les Chefs des services vétérinaires français et égyptiens, Dre Marie-Christine Le Gal et Dr Mumtaz Shaheen, ont signé de nouveaux certificats sanitaires visant à faciliter les importations de bétail depuis la France. La journée s'est conclue par une série de rendez-vous d'affaires entre entreprises des deux pays.



Relations économiques bilatérales

Évènements marquants des mois de décembre et janvier :

→ **4 décembre :** l'ambassadeur de France s'est rendu sur le site de l'Egyptian Satellite Company, Nilesat, à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de notre coopération bilatérale dans le domaine spatial. La collaboration historique avec Thales Alenia Space a permis la construction et le lancement de deux satellites aujourd'hui



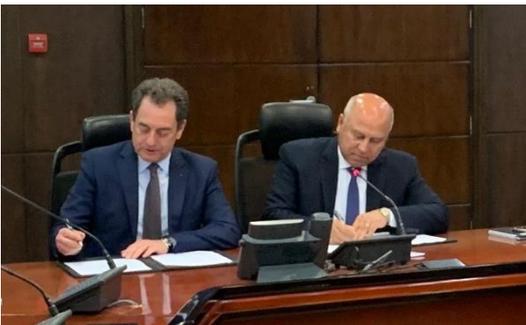
→ **5 décembre :** inauguration des nouveaux bureaux de CEVA Logistics, filiale de CMA CGM, à l'aéroport du Caire, en présence de l'ambassadeur de France et du service économique. L'occasion de rappeler la contribution des entreprises françaises au rayonnement commercial de l'Égypte et sa position géostratégique.



- **9 décembre** : l'ambassadeur de France s'est entretenu avec S.E Shérif Fathy Ali Attia, ministre du Tourisme et des Antiquités, l'occasion de mettre en avant les coopérations existantes et futures en matière de tourisme, et le partenariat historique incontournable entre la France et l'Égypte en matière archéologique et de patrimoine.
- **10 décembre** : à l'occasion de la 2^{ème} édition de la conférence Net Zero, Saint-Gobain s'est vu remettre la certification égyptienne de bâtiment durable « Gold Net Zero » TARSHEED pour son usine d'Ain Sokhna. Il s'agit de la première entreprise à obtenir ce niveau de certification en Égypte pour un site industriel.



- **12 décembre** : signature d'un accord sur les prochaines étapes de notre coopération pour la construction de la ligne 6 du métro du Caire, avec S.E. Kamel El Wazir, vice-Premier ministre et ministre des Transports et de l'Industrie.



- **16 décembre** : 6^{ème} édition du Club développement durable au siège de Schneider Electric, réunissant 26 entreprises françaises. Au programme, l'éducation comme levier de développement durable à travers le partage de bonnes pratiques, notamment sur la consolidation des compétences des employés et des fournisseurs en matière d'éco-design, en partenariat avec les établissements scolaires dont l'Université Française d'Égypte.



→ **13 janvier**: riche entretien de l'ambassadeur de France avec le Dr Mahmoud Ahmed Momtaz, président de l'Autorité égyptienne de la concurrence (ECA), qui compte 70 % de juristes francophones.



→ **14 janvier**: lancement de la branche Égypte de l'ONG Women in Tech qui œuvre à la féminisation des domaines STEAM. En mai dernier, la troisième édition de Women in Tech s'est tenue à Paris sous le haut patronage du président de la République Emmanuel Macron.



→ **16 janvier** : l'Autorité générale pour l'investissement et les zones franches (GAFI) a accueilli l'événement de lancement de la [version arabe](#) des principes directeurs de l'OCDE sur la conduite responsable des entreprises. Adoptés par 52 pays, dont l'Égypte, ces principes présentent des recommandations aux multinationales en matière de responsabilité d'entreprise. En Égypte, le GAFI assure le rôle de point de contact national pour leur promotion.



- **23 janvier**: inauguration du nouveau jardin éco-responsable du pôle économique de l'Ambassade, porté par Business France, le service économique et l'AFD. Doté d'un système d'irrigation goutte-à-goutte et d'espèces adaptées au climat local, il intègre une production d'herbes aromatiques, dans une logique d'économie circulaire.



- **22 janvier**: le service économique du Caire a été reçu par le Dr Tarek El Houby, président de l'Autorité nationale de sécurité des aliments. Échange d'expertises, formations spécialisées et amélioration des procédures de contrôle étaient au cœur des discussions.



- **26 janvier** : rencontre de l'ambassadeur de France avec S.E Dr Amr Talaat, ministre des Communications et des Technologies de l'information, quelques semaines avant sa venue à Paris pour représenter le Président Abdel Fattah al-Sissi au Sommet pour l'action sur l'Intelligence artificielle.



Brèves économiques

1. Proposition de gestion et d'exploitation d'aéroports par un consortium franco-égyptien

Le [consortium franco-égyptien](#) Hassan Allam Holding et Groupe ADP (Aéroports de Paris) a soumis une proposition au gouvernement égyptien pour gérer et exploiter plusieurs aéroports dans le cadre du programme de privatisation, qui constitue l'un des piliers du programme FMI. Bien que les détails de l'offre n'aient pas été dévoilés, le projet vise à augmenter la capacité aéroportuaire, améliorer l'efficacité des infrastructures et dynamiser les flux de passagers et de fret. Pour rappel, l'ambition du gouvernement est de porter le trafic annuel à 72,2 M de passagers d'ici 2025, contre 66,2 M en 2023, avant d'atteindre 110 M en 2030. La première phase de privatisation inclurait 5 aéroports, dont le Caire, Sharm El Sheikh, Hurghada, Sphinx et El Alamein. Les autorités égyptiennes ont précisé que les infrastructures aéroportuaires resteront sous souveraineté nationale, limitant les partenariats aux opérations commerciales. Toutefois, aucune déclaration officielle n'a précisé quels services resteraient sous le contrôle de l'État. D'autres acteurs étrangers ont également manifesté leur intérêt pour la gestion des aéroports égyptiens, à l'image du groupe grec Copelouzos, avec lequel le ministre de l'Aviation civile, Sameh Al-Hefni, a discuté de projets conjoints en octobre dernier.

2. Intérêt d'AXA Égypte pour l'acquisition de Delta Insurance

L'entreprise publique Delta Insurance a reçu des [offres d'acquisition](#) de la part d'AXA Egypt et de Wafa Life Insurance Egypt (compagnie marocaine d'assurance). L'offre préliminaire d'AXA Investment Egypt évalue la société à 5 Md EGP (94 M EUR), avec un prix initial de 50 EGP (0,94 EUR) par action, et vise une participation d'au moins 75 %. La proposition de Wafa Assurance reflète celle d'AXA avec une évaluation estimée à 5 Md d'EGP et 50 EGP par action, mais vise à obtenir une participation minimale de 51 %. À ce jour, ces offres restent conditionnées à un examen approfondi de la société, sous réserve de l'approbation de l'Autorité de régulation financière (FRA) et des autres autorités compétentes.

3. Annonce de la privatisation de 11 entreprises publiques en 2025

Le Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly, a annoncé la privatisation de 11 entreprises publiques en 2025, sélectionnées parmi la liste gouvernementale des 35 sociétés identifiées pour une cession partielle ou totale. Les participations seront proposées à des investisseurs stratégiques ou via des introductions en bourse sur la place égyptienne (EGX). Parmi les entreprises ciblées figurent trois banques (United Bank, Banque du Caire et Bank of Alexandria), le parc éolien Gabal El Zeit, et plusieurs acteurs industriels, dont Alamal Alsharif Plastics, CID Pharma et Misr Pharma. Quatre sociétés affiliées aux forces armées, notamment l'exploitant de stations-service Wataneya, la société d'eau embouteillée Safi, le fabricant de produits alimentaires Silo Foods et le détaillant de carburant Chill Out, seront également incluses, avec des premières offres prévues dès mi-2025. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de réforme économique du pays, aligné sur les objectifs de la facilité élargie de crédit du FMI, visant à réduire le rôle de l'État dans l'économie, à attirer des investissements privés et à améliorer la compétitivité des secteurs stratégiques.

4. Première licence d'e-affacturation du pays

L'Autorité de régulation financière (FRA) a délivré à la fintech Oliv la première licence [d'affacturation électronique](#) de l'Égypte, permettant de traiter les factures sans recours aux documents papier. Spécialisée dans le financement des PME, Oliv propose un accès rapide aux avances sur factures en moins de 48 heures, contre plusieurs semaines pour les méthodes traditionnelles. Pour cela, la société analyse les données de la plateforme de facturation électronique du gouvernement, les informations du bureau de crédit égyptien (I-Score) et utilise ses propres algorithmes pour évaluer la solvabilité des clients et attribuer une limite de crédit en quelques minutes. Oliv ambitionne de financer des montants allant jusqu'à 5 M EGP (93,8 k EUR) dans un premier temps et cible un portefeuille de 200 M EGP (3,75 M EUR) d'ici 2025. Soutenue par Algebra Ventures et Alter Global, elle entend démocratiser l'accès à l'e-affacturation pour les petites entreprises, actuellement sous-représentées. La société prévoit de servir plus de 5 000 clients d'ici 2028, contre seulement 605 pour l'ensemble du secteur en 2023. Avec ce projet, Oliv vise à dynamiser un marché local encore embryonnaire, représentant moins de 0,3 % du PIB égyptien, en comparaison avec le Maroc où il dépasse les 2 %.

5. Signature du Staff Level Agreement avec le FMI

Le 24 décembre, les services du FMI et les autorités égyptiennes sont parvenus à un [accord](#) (« Staff Level Agreement ») sur la quatrième revue de l'accord au titre du mécanisme élargi de crédit. Sous réserve d'une approbation par le conseil d'administration du FMI, l'adoption de la 4^{ème} revue doit permettre le décaissement de 1,2 Md USD. Cet accord prévoit notamment un recalibrage de la trajectoire d'assainissement budgétaire, l'objectif d'excédent primaire étant ramené de 4,5 % à 4 % du PIB pour l'exercice 2025/26, et inchangé pour 2026/27 (5 % du PIB). Ce recalibrage doit permettre d'augmenter la marge de manœuvre budgétaire pour les programmes sociaux essentiels bénéficiant aux groupes vulnérables et à la classe moyenne, tout en garantissant la viabilité de la dette. Parallèlement, la [décision](#) relative au décaissement du premier volet de l'assistance macro-financière de l'UE (1 Md EUR) a été adoptée le 20 décembre 2024, permettant le versement des fonds.

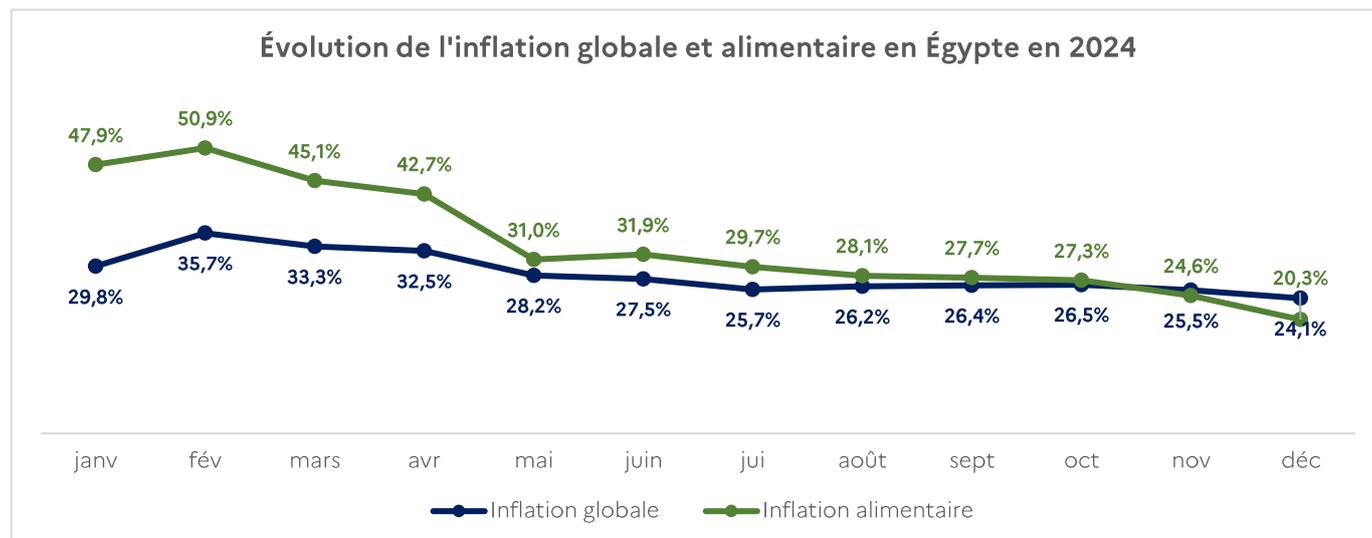
6. Reprise des activités de développement sur le mégachamp gazier Zohr

Le 5 janvier, le ministre du Pétrole et des Ressources Minérales a annoncé la reprise des activités de développement et prospection sur le [champ gazier offshore Zohr](#), le plus important de Méditerranée (capacité de production de 3,2 Md pieds cubes par jour - bcf/f), aujourd'hui exploité par l'entreprise italienne ENI. Le champ gazier a en effet vu sa production chuter (fonctionnement à 40 % de ses capacités au cours du premier semestre 2024), en raison de problèmes techniques majeurs. Le ministre a notamment précisé que deux nouveaux puits seraient forés dans la zone dès janvier. Pour rappel, les autorités égyptiennes souhaitent en effet relancer la production domestique gazière qui a enregistré une chute conséquente. Au rythme actuel de production, le pays produit 4,3 Md bcf/j, alors que la demande intérieure dépasse 6 Md bcf/j. Ce déficit a contraint l'Égypte, qui exportait du gaz naturel depuis 2017, à relancer massivement les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2024 pour combler le déficit de production et assurer sa sécurité énergétique (les centrales thermiques à gaz assurant 80 % de la production d'électricité dans le pays).

7. L'inflation urbaine à son plus bas niveau depuis deux ans

[L'inflation urbaine](#) a été ramenée de 25,5 % en novembre à 24,1 % en décembre, atteignant son niveau le plus bas depuis deux ans. Cette baisse est attribuée à la diminution de l'inflation

alimentaire à 20,3 %. Pour rappel, en décembre 2024, la Banque centrale a révisé ses objectifs d'inflation à une moyenne de 7 % ±2 points d'ici le T4 2026 (au lieu du T4 2024) et de 5 % ±2 points d'ici le T4 2028 (au lieu du T4 2026).



Source: Banque centrale d'Égypte.

8. Révision à la baisse des prévisions de croissance du FMI et de la Banque mondiale

Le FMI et la Banque mondiale viennent de revoir à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'Égypte. Dans le cadre des [World Economic Outlook](#) de janvier, le FMI a ramené ses prévisions de croissance du PIB de 4,1 % à 3,6 % pour l'exercice 2024/25 et de 5,1 % à 4,1 % pour l'exercice 2025/26. De son côté, la [Banque mondiale](#) prévoit une croissance 3,5 % (-0,7 pp) en 2025 et 4,2 % (-0,4 pp) en 2026. La Banque mondiale estime que la croissance s'est ralentie pour atteindre 2,4 % au cours de l'exercice 2023/24 en raison d'une baisse du trafic par le canal de Suez, d'une réduction de la production de gaz naturel, d'une contraction du secteur manufacturier non pétrolier due principalement à la hausse des coûts des intrants et à la persistance de goulets d'étranglement au niveau de l'offre, et des pénuries de devises. Cependant, la Banque mondiale note que la libéralisation du taux de change en mars 2024 a amélioré la confiance des investisseurs, renforçant l'activité du secteur privé au cours du second semestre 2024. En Égypte, elle note que la croissance devrait rebondir au cours de l'exercice 2024/25 au suivant, soutenue par la croissance de la consommation privée dans un contexte de baisse progressive de l'inflation, d'afflux importants de fonds envoyés par les émigrés et d'amélioration du climat des affaires. Le ministère de la Planification maintient une prévision de 4 % pour 2024/25, portée par des réformes structurelles, une reprise progressive des investissements privés et une baisse attendue de l'inflation.

9. Remboursement partiel des arriérés pétroliers

[L'Égypte aurait réglé 1 Md USD d'arriérés](#) dus aux compagnies pétrolières étrangères durant la première semaine de janvier 2025, portant le total des paiements depuis juin à 4,5 Md USD. Un plan de remboursement des 6,5 Md USD restants aurait été établi, avec des versements prévus à partir de février et jusqu'en juin 2025. Cette initiative viserait à réduire la dette énergétique et à rassurer les investisseurs, alors que la production nationale de gaz, estimée à 4,35 milliards de pieds cubes par jour, reste inférieure à la demande de 6,2 milliards, obligeant l'Égypte à reprendre les importations de GNL après cinq ans d'autosuffisance.

10. Retour de l'Égypte sur le marché obligataire

L'Égypte a émis 2 Md USD d'euro-obligations à 5 et 8 ans, marquant son retour sur les marchés de la dette après près de deux ans d'absence, selon [JPMorgan Securities](#). Le rendement initial se situe entre 9,75 % et 10 %, avec une réduction attendue de 1 à 2 points de pourcentage à l'ouverture des échanges. Une émission de sukuk souverains de 1,5 Md USD et la première obligation sociale du pays seraient également prévues au printemps 2025. Pour rappel, la dernière émission d'euro-obligations remonte à fin 2021, lorsque l'Égypte avait levé 6,75 Md USD en deux opérations. Depuis, la volatilité des taux d'intérêt mondiaux et l'instabilité du marché des changes avaient freiné l'accès du pays aux marchés obligataires internationaux, à l'exception d'une émission de sukuk de 1,5 Md USD en février 2023. Le gouvernement cherche par ailleurs à réintégrer l'indice des obligations souveraines des marchés émergents de JPMorgan afin d'attirer de nouveaux flux d'investissement et d'allonger la maturité moyenne de sa dette à 4-5 ans.

L'essor des énergies renouvelables en Égypte

En 2024, l'Égypte a porté ses capacités en énergies solaires et éoliennes à 4,6 GW, enregistrant une progression de 24 % par rapport à l'année précédente. Cette dynamique se confirme après une progression de 11,4 % en 2023. Le pays dispose également de 2,8 GW d'énergie hydraulique, notamment grâce à trois principaux barrages sur le Nil – deux à Assouan et un à Esna, ce qui porte **la capacité totale des énergies renouvelables à environ 7,4 GW, représentant 12,5 % des capacités électriques nationales, contre 11 % en 2023 et 10,3 % en 2019/2020.** Plusieurs projets majeurs ont ainsi été raccordés au réseau sur l'année passée, dont deux parcs éoliens opérés par ENGIE dans le Golfe de Suez, d'une capacité respective de 263 MW et 505 MW, le premier ayant bénéficié d'un financement de l'AFD (50 M EUR). Par ailleurs, deux nouveaux parcs solaires ont été mis en service à Kom Ombo (Haute Égypte), d'une capacité respective de 200 MW et 500 MW, développés par les entreprises émiriennes AMEA Power et saoudienne ACWA Power. Ces installations renforcent considérablement les capacités photovoltaïques du pays, qui étaient jusque-là principalement concentrées sur le site de Benban, la plus grande centrale solaire d'Afrique (1,8 GW).

Le développement des énergies renouvelables devrait se poursuivre dans les années à venir, avec un portefeuille de projets annoncé d'une capacité totale de 18,3 GW, comprenant 5,3 GW de solaire et 13 GW d'éolien. Ces projets sont intégralement développés dans le cadre de partenariats public-privé (PPP), principalement par des développeurs des pays du Golfe (ACWA, AMEA, Masdar, Alcazar) et, dans une moindre mesure, européens (Engie, Voltalia, Scatec), positionnés en partenariat avec des entreprises égyptiennes (Orascom, Infinity Power, Taqa Arabia, etc.). La mise en œuvre des projets annoncés à date pourrait porter la part des énergies renouvelables à **35 % du mix énergétique d'ici 2030, une cible proche de l'objectif de 42 %** annoncé par les autorités égyptiennes.

Les projets annoncés sont toutefois à des phases de maturité divergentes. Deux projets de ferme éolienne sont dès à présent en phase de construction et devraient être finalisés au cours de l'année 2025 (extension de Golfe of Suez par ENGIE dans la région du Canal de Suez - 650 MW ; construction d'Amunet 2 par l'émirien AMEA Power – 500 MW). Trois projets éoliens d'une capacité cumulée de 1,3 GW ont atteint la phase de clôture financière ; mais la majorité a récemment obtenu les accords des autorités égyptiennes (octroi du terrain et conclusion des accords de PPA) et est encore en phase d'étude.

Il convient de souligner le dimensionnement croissant des projets ENR, illustré notamment par le mégaprojet de ferme solaire à Sohag, porté par un consortium constitué de l'entreprise saoudienne ACWA Power, l'émirati Masdar, et l'égyptien Infinity Power. Ce projet vise à développer une capacité de 10 GW, mais fait face à plusieurs défis, notamment la sécurisation de financements dont les sources demeurent incertaines à ce jour. Par ailleurs, Voltalia, en partenariat avec le groupe égyptien Taqa Arabia a signé, en novembre 2024, un protocole d'accord avec les autorités égyptiennes pour le développement d'une centrale hybride éolienne et solaire d'une capacité de 3 GW sur le site de Zafarana (intégrant la reprise d'un parc éolien vieillissant d'une capacité de 500 MW). L'accord prévoit l'allocation du terrain et le lancement des phases d'études qui ont depuis débutés.

Le développement du secteur a largement bénéficié du soutien financier des bailleurs internationaux, au premier rang desquels figure la BERD, avec le financement de huit projets d'énergies renouvelables en Égypte, dont quatre sont déjà opérationnels, et cumulant 1,7 Md USD d'investissements sur les dix dernières années (dont 1,1 Md USD destinés au développement du parc de Benban). L'AFD et PROPARCO ont apporté un soutien notable, avec des engagements respectifs de 170 M EUR et 166 M EUR, souvent aux côtés de l'Union Européenne. La JICA et l'IFC sont également particulièrement actifs dans le secteur.

La multiplication rapide des capacités renouvelables nécessite toutefois de répondre au défi majeur de la modernisation et montée en capacité du réseau électrique pour pouvoir intégrer ces nouvelles sources d'énergie (modernisation des centres de contrôle et distribution, construction de nouvelles lignes de transmissions pour acheminer l'électricité vers les centres de consommation, etc.). **Les besoins d'investissements sont estimés à plusieurs dizaines de milliards de dollars.**

Ces investissements interviennent dans un contexte où l'Égypte, fortement dépendante du gaz naturel, fait face à une chute de sa production gazière, ayant contraint le pays à reprendre massivement ses importations de GNL en 2024. Au cours de l'année 2024, le pays a ainsi importé **2,78 Mt** (35 cargaisons de GNL pour un coût estimé à 1,6 Md USD pour le budget de l'Etat). Le pays a donc été contraint de progressivement mettre un terme à ses exportations pour la première fois depuis 2018, ce qui représentait une source de devises non négligeable pour l'économie égyptienne (7,2 Md USD en 2022/23, 6,6 Md USD en 2021/22). Alors qu'un appel d'offres pour l'importation de nouvelles cargaisons de GNL est en cours pour le premier trimestre 2025, le gouvernement reste optimiste quant à la relance des exportations de gaz d'ici fin 2025 et mise sur les énergies renouvelables pour répondre à la demande intérieure à plus long terme.

ANNEXE 1 : PANORAMA DES PROJETS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ÉGYPTÉ

| PROJETS EOLIENS | | | | | |
|------------------------------|---------------|--------------|---|-----------|---|
| | Opération | Développeurs | Coûts (M USD) | Bailleurs | Capacités (MW) |
| En opération : | | | | | |
| Zafarana (fin de vie) | 545 | 2001 | NREA | - | - |
| Gabal El Zeit | 580 | 2015 | NREA | - | UE, JICA, KfW, FIEM |
| West Bakr | 252 | 2021 | Infinity Power | 252 | BERD, IFC, DFC, OPIC |
| Golfe of Suez I | 263 | 2023/24 | Red Sea Wind Energy* | 270 | AFD, UE, BEI, KfW |
| Golfe of Suez II | 505 | 2023/24 | Red Sea Wind Energy | 680 | BERD, JBIC |
| Total | 2 145 | | | | |
| En développement : | | | | | |
| Golfe of Suez II (extension) | 150 | Q3 2025 | Red Sea Wind Energy | 140 | BERD, JBIC |
| Ras Ghareb | 200 | Q4 2026 | Red Sea Wind Energy | 220 | BERD, JICA, Proparco, Green Climate Fund |
| Zafarana II | 1100 | 2028 | Voltaia & Taqa Arabia | - | - |
| Suez Wind Farm | 1100 | Q2 2027 | Acwa Power & Hassan Allam Utilities (HAU) | 1 200 | BERD, AFDB, British International Investment corporation, APICORP |
| Sohag | 10 000 | - | Acwa Power, HAU, Infinity Power & Masdar | 11 000 | |
| Amunet | 500 | Q3 2025 | AWPC* | 684 | IFC, JBIC |
| Total | 13 050 | | | | |
| PROJETS PHOTOVOLTAÏQUES | | | | | |
| | Opération | Développeurs | Coûts (M USD) | Bailleurs | Capacités (MW) |
| En opération : | | | | | |
| Benban | 1 800 | 2019 | 11 entreprises dont EDF, Voltaia & Total Eren | 4 000 | AFD, Proparco, BERD, IFC, BAfD, JICA... |
| Kom Ombo | 200 | 2024 | Acwa Power | 157 | BERD, GCF, BAfD |
| Abydos 1 | 500 | 2024 | Abydos* | 369 | IFC, JICA |
| Total | 2 500 | | | | |
| En développement : | | | | | |
| Abydos 2 | 1000 | Q1 2026 | Abydos | 800 | FMO, IFC, JICA |
| EgyptAlum | 1000 | Q1 2026 | Scatec | 1060 | BERD |
| Voltaia-Taqa Arabia | 2100 | 2028 | Voltaia-Taqa Arabia | - | - |
| Benban Phase 2 | 1200 | Q4 2025 | Infinity Power, Masdar, HAU | 900 | |
| Total | 5 300 | | | | |

Alice REGNIER, Attachée Infrastructure, environnement et santé

Note d'analyse (1)

Quelles évolutions de la balance des paiements égyptienne ?

Les crises de liquidité extérieure en Égypte ces dernières années témoignent des fragilités de sa balance des paiements. Alors que le déficit structurel du compte courant en est l'un des principaux talons d'Achille, ses sources traditionnelles de financement sont significativement affectées par les aléas économique et l'appréciation par les investisseurs du risque égyptien. En dépit de la nette amélioration des entrées de devises en 2024, le risque sur les réserves persiste et avec lui celui de la capacité du pays à défendre sa monnaie si besoin et honorer ses engagements extérieurs.

L'Égypte, importateur net de biens, enregistre un déficit structurel de sa balance des transactions courantes, lequel a atteint un niveau inédit sur l'exercice 2023/24 (-21 Md USD, soit 5,4 % du PIB)

Le déficit structurel du compte courant résulte principalement du solde négatif des échanges de biens, lequel représente en moyenne 11,3 % du PIB sur la dernière décennie. Les volumes d'importations et d'exportations sont respectivement de 66,5 et 28,6 Md USD par an en moyenne sur la dernière décennie. Cela résulte, d'une part, des performances de l'appareil exportateur égyptien et, d'autre part, de la dépendance du pays à certains biens (hydrocarbures, machines, céréales).

Le déficit des échanges commerciaux n'est qu'en partie compensé par l'excédent structurel du solde des échanges de services (équivalent à 3,1 % du PIB par an en moyenne sur la dernière décennie), dominés par les revenus des activités touristiques (transports de passagers et accueil de touristes). Si les performances du secteur demeurent en deçà de leur potentiel, Antalya (Turquie) ayant par exemple accueilli environ 17 millions de touristes en 2024 contre 15 millions en Égypte, elles n'ont jusqu'à présent pas été significativement affectées par les tensions régionales. Toutefois, les recettes tirées du canal de Suez, troisième rente du pays, sont en fort recul du fait des tensions en mer rouge (baisse de l'activité de 68,3 % en g.a au T3 2024).

Le déficit du solde des revenus primaires constitue également une composante structurellement croissante du déficit du compte courant (4,6 % du PIB en 2023/24, soit un niveau inédit). En particulier, les intérêts payés sur la dette extérieure, qui enregistrent une hausse quasi continue depuis au moins dix ans (atteignant 7,9 Md USD en 2023/24), constituent une part croissante de ce déficit. À l'inverse, les transferts des travailleurs égyptiens émigrés (dont la population est estimée à 10 M), première rente du pays constituée à la fois de flux financiers et d'investissements (immobiliers principalement), s'élèvent à 21,9 Md USD en 2023/24 (6,9 % du PIB), un niveau toutefois inférieur au sommet atteint durant l'exercice 2021/22 (32 Md USD). Le maintien de taux élevés et le flottement de la monnaie devraient toutefois contribuer à renouer avec un niveau élevé, comme en témoigne la forte progression des transferts au 1^{er} trimestre de l'exercice 2024/25 (juillet à septembre 2024, 8,3 Md USD, soit +84 % en g.a).

L'accès aux devises pour les entreprises s'est significativement amélioré mais demeure un point de vigilance

La fragilité de la balance des paiements pèse structurellement sur les réserves de change.

Ainsi, durant l'exercice 2021/22, les avoirs de réserve brutes avaient diminué de 10,5 Md USD (ne représentant plus que 4,6 mois d'importations en juin 2022), soit une baisse inédite depuis la révolution de 2011 (-11,3 Md USD), en raison des fortes sorties de capitaux. Inversement, dans le contexte de l'afflux de financements en provenance du fonds souverain émirien entre mars et mai 2024, les réserves nettes de change s'élevaient à environ 47,1 Md USD fin décembre 2024, un niveau inégalé qui doit toutefois être nuancé car environ un tiers du montant des avoirs de réserves est constitué soit de dépôts d'autres banques centrales, soit de stocks d'or (plus difficilement mobilisables). En outre, les faiblesses de la balance des paiements dégradent la position extérieure nette de l'Égypte, laquelle s'élève à 281,6 Md USD fin juin 2024, soit un niveau record.

Du côté des entreprises, les difficultés d'accès aux devises et les restrictions sur certaines importations ont presque disparu.

Les entrées massives de capitaux et le flottement de la livre ont permis aux autorités de résorber en quelques semaines les arriérés de paiements vis-à-vis de leurs fournisseurs, estimés en début d'année dernière à plus de 8 Mds USD. Les entreprises ont bénéficié d'un accès libre aux devises leur permettant d'honorer leurs factures, de reprendre les importations de produits et équipements entrant dans leur processus de production, et de rapatrier auprès de leurs sièges des dividendes qui n'avaient pas été versés en moyenne depuis plus de deux ans, gelant tout nouveau projet d'investissement.

Nicolas BIC, Conseiller financier

Note d'analyse (2)

Relations économiques et commerciales entre l'Égypte et la Russie



Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Sissi en 2013, les échanges commerciaux entre l'Égypte et la Russie se sont progressivement renforcés, positionnant la Russie parmi les quatre principaux fournisseurs de l'Égypte en 2023, notamment grâce à son rôle dominant dans l'approvisionnement en blé (premier fournisseur) et, dans une moindre mesure, en fer et acier. En matière d'investissements, bien que modestes et principalement axés sur les secteurs des hydrocarbures et, dans une moindre mesure, du tourisme, la Russie diversifie progressivement sa présence, notamment dans les domaines de l'énergie. La construction de la centrale nucléaire de El Dabaa a donné une nouvelle dimension à la relation et la coopération financière entre les deux pays. Le rapprochement diplomatique consécutif de l'adhésion de l'Égypte à l'alliance des BRICS en 2024, marqué notamment par la participation du Président Sissi au Sommet des BRICS à Kazan en octobre 2024, illustre le souhait partagé de valoriser un partenariat qualifié de « stratégique ».

Des échanges commerciaux significatifs portés par les exportations russes de blé dont dépend l'Égypte

La Russie constitue un partenaire commercial important pour l'Égypte, alors que les échanges bilatéraux de biens s'élèvent à 4,4 Md USD par an en moyenne entre 2019 et 2023 (point haut à 5,5 Md USD en 2023). Ces flux commerciaux sont dominés par les importations en provenance de Russie (3,9 Md USD soit 4,7 % des importations totales), laquelle figure au 5^{ème} rang des fournisseurs de l'Égypte sur la période (3^{ème} en 2023). En revanche, les exportations égyptiennes vers la Russie restent limitées, faisant de cette dernière le 23^{ème} client de l'Égypte (476 M USD soit 1,1 % des exportations totales). Le solde commercial est donc structurellement excédentaire en faveur de la Russie. En parallèle, si l'Égypte n'est pas un partenaire majeur de la Russie à l'échelle globale, le pays compte parmi ses premiers clients et fournisseurs à l'échelle régionale (AMO).

Tableau 1 : Évolutions des échanges commerciaux entre la Russie et l'Égypte entre 2019 et 2023.

| En Md USD | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Moy 2019-2023 |
|---|--------|---------|-------|-------|-------|---------------|
| Volume des échanges Égypte/Russie (1+2) | 3,90 | 3,47 | 4,07 | 4,87 | 5,48 | 4,36 |
| Part du volume total des échanges égyptiens | 3,6% | 3,5% | 3,1% | 3,3% | 4,4% | 3, % |
| Évolution par rapport à n-1 | -27,9% | -11,1 % | 17,3% | 19,7% | 12,4% | |
| Exportations égyptiennes vers la Russie (1) | 0,35 | 0,42 | 0,49 | 0,6 | 0,52 | 0,48 |
| Part du volume total des exportations égyptiennes | 1,2% | 1,4% | 1,1% | 1,1% | 1,2% | 1,2% |
| Classement clients de l'Égypte (rang) | 26 | 23 | 27 | 23 | 24 | |
| Importations égyptiennes en provenance de la Russie (2) | 3,55 | 3,04 | 3,58 | 4,27 | 4,96 | 3,88 |
| Part du volume total des importations égyptiennes | 4,6% | 4,3% | 4% | 4,4% | 6% | 4,7% |
| Classement fournisseur de l'Égypte (rang) | 6 | 6 | 6 | 4 | 4 | 5 |
| Solde commercial Égypte/Russie (1-2) | -3,20 | -2,62 | -3,09 | -3,68 | -4,44 | -3,40 |

Source: TradeMap.

L'Égypte dépend du partenaire russe pour ses approvisionnements en blé, le pays en étant le premier importateur mondial (environ 12 M de tonnes par an). Entre 2019 et 2023, la Russie a ainsi couvert en moyenne 56 % des importations de blé (avec un point haut à 67 % en 2023), devant l'Ukraine (18 %), la Roumanie (12 %) et la France (6,5 %). Cette tendance se confirme, la Russie ayant représenté 34 % des achats publics de blé et 92 % des achats du secteur privé réalisés en Égypte à l'automne 2024.

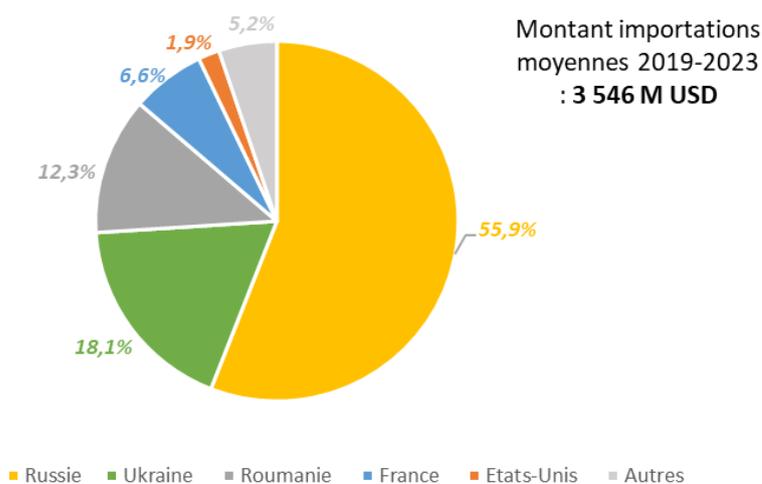
Les échanges russo-égyptiens ont globalement progressé ces dix dernières années (TCAM de 9,9 % entre 2013 et 2023), portés principalement par les importations en provenance de Russie (+10,2 %), ce qui a significativement renforcé ses parts de marché (de 3 % à 6 % en 2023). Bien qu'un coup d'arrêt notable ait été porté à cette dynamique en 2019 (-27,9 %), puis en 2020 sous l'effet de la crise de la Covid-19 (-11,1 %), les échanges ont rebondi dès 2021 (+17,3 %) et continuent de progresser depuis. Alors que le pays n'a pas imposé de sanction économique à l'égard de la Russie à la suite de l'invasion ukrainienne en 2022, le conflit n'a pas eu d'impact majeur sur les flux commerciaux entre les deux pays. A noter que la structure des échanges est par ailleurs dans l'ensemble restée inchangée au cours de la période.

Tableau 2 : Structure des flux commerciaux entre la Russie et l'Égypte (en M USD).

| Importations égyptiennes en provenance de Russie | | | | Exportations égyptiennes à destination de Russie | | | |
|--|--|---------------|--------|--|-------------------------------|---------------|-------|
| Rang | Produits | Moy 2019-2023 | 2023 | Rang | Produits | Moy 2019-2023 | 2023 |
| 1 | Céréales (blé) | 1987,4 | 2554,7 | 1 | Fruits et légumes | 385,5 | 423,2 |
| | <i>Part dans le total IMP</i> | 51% | 52% | | <i>Part dans le total IMP</i> | 81% | 81% |
| 2 | Fer et acier | 498,8 | 665,7 | 2 | Plastiques | 10,6 | 21,4 |
| | <i>Part dans le total IMP</i> | 13% | 13% | | <i>Part dans le total IMP</i> | 2% | 4% |
| 3 | Huiles végétales et animales | 290,7 | 516,8 | 3 | Huiles végétales et animales | 8,9 | 11,2 |
| | <i>Part dans le total IMP</i> | 7% | 10% | 4 | <i>Part dans le total IMP</i> | 2% | 2% |
| 4 | Bois et articles en bois | 372,7 | 303,8 | | | | |
| | <i>Part dans le total IMP</i> | 10% | 6% | | | | |
| 5 | Combustibles minéraux, huiles minérales (pétrole, charbon) | 200,3 | 360,3 | | | | |
| | <i>Part dans le total IMP</i> | 5% | 7% | | | | |

Source: TradMap.

Graphique 1 : Principaux fournisseurs de blé de l'Égypte entre 2019 et 2023 (en moyenne).



Source: TradMap.

Des investissements modestes mais une présence en voie de diversification

Les investissements directs russes en Égypte demeurent faibles. Fin juin 2020 (dernières données disponibles), le stock d'investissements directs se situait entre 60 M USD d'après la Banque centrale de Russie (BCR) et 155 M USD d'après le GAFI, plaçant Moscou à la 40^{ème} place des investisseurs en Égypte, tandis que les flux annuels sont restés modestes ces dernières années (moins de 100 M USD sur l'exercice 2023/24, soit 0,2 % du total). Environ 500 investisseurs russes sont recensés, dont 9 bureaux de représentation. La plupart des IDE est concentrée dans l'amont pétrolier et gazier (près des trois quart en 2021) avec une présence notable des entreprises Lukoil (production de pétrole dans le désert de l'Est vers Hurghada sur trois concessions : Meleiha, opérée par ENI, West Esh El-Mallaha – WEEM - et son extension), Rosneft (rachat d'une

participation de 30 % à ENI – qui conserve 5 % - dans la concession d'Al Shorouk où se trouve le mégachamp gazier de Zohr, pour un montant d' 1,1 Md USD en 2017) et Zarubezhneft (deux concessions pétrolières off-shore dans le Golfe de Suez à Ras El Ush et Gabal El-Zeit). Dans une moindre mesure, le tourisme à destination de la clientèle russe s'inscrit comme le second principal secteur, regroupant la majorité des entreprises russes présentes en Égypte pour près de 10 % des IDE. En parallèle, les IDE égyptiens en Russie sont anecdotiques depuis 2010 pour un stock évalué à 12 M USD fin T3 2020 par la Banque centrale de Russie.

Toutefois, la présence russe se diversifie, notamment dans le secteur énergétique. Le projet de centrale nucléaire d'El Dabaa est le plus emblématique de la relation économique bilatérale dans le domaine civil. A la suite d'un contrat signé en gré à gré en 2017, AtomStroyExport, filiale de l'entreprise publique Rosatom, a lancé en juillet 2022 la construction d'une centrale de quatre réacteurs VVER-1200 de génération 3+ (normes post-Fukushima) d'une capacité totale de 4,8 GW, dont la mise en service doit intervenir progressivement entre 2026 et 2029. Il s'agira de la deuxième centrale nucléaire d'Afrique. Le projet s'accompagne d'un programme de montée en compétence des équipes locales et de transferts de technologies ainsi que d'un contrat de fourniture du carburant. Ce mégaprojet devrait mobiliser un investissement de l'ordre de 30 Md USD, adossé à un financement russe de 25 Md USD, le reste étant apporté par les autorités égyptiennes. Au-delà de la réduction de la dépendance de l'Égypte au gaz naturel et de la stabilité de la production qu'il procure, en complément des ENR, ce projet permet à la Russie d'afficher ses capacités d'exportation dans les projets d'infrastructures.

Le chantier de zone industrielle russe dans la zone industrielle de la zone économique du canal de Suez probablement à l'arrêt. Ce projet phare pour le développement de capacités industrielles, en négociation depuis 2017, devait catalyser un investissement total de 7 Md USD dans des secteurs divers comme la production d'électricité, l'agriculture ou encore la production manufacturière pour le secteur ferroviaire, avec un site à Port Saïd et un à Ain Sokhna. Alors que les négociations butaient sur les contours des incitations économiques et avantages fiscaux mis en place, un communiqué du gouvernement russe a signifié le retrait du projet en octobre 2023, sans en spécifier les raisons. De même, aucun autre investissement concret ne s'est matérialisé ces dernières années dans le domaine civil, malgré quelques annonces de projets encore à un stade de maturité peu avancé (implantation de l'entreprise Novostal M et Concordia).

Une coopération financière renforcée, une relation économique structurée

La coopération financière entre la Russie et l'Égypte a connu une croissance significative au cours des cinq dernières années, alors qu'elle était insignifiante avant 2019. La Russie est ainsi devenue le troisième créancier bilatéral du pays en 2024 (avec un encours de dette souveraine de 3,3 Md USD, soit 2,4 % de la dette externe égyptienne). En comparaison, le pays figurait au 9^{ème} rang en 2020 (507 M USD, soit 0,4 %). Cette forte progression de l'encours, continue depuis 2019, est la plus marquée parmi les principaux créanciers et résulte en grande partie des financements concessionnels alloués pour soutenir l'offre commerciale russe, notamment dans le cadre du projet d'El Dabaa. De même, à noter la présence au Caire de l'agence de crédit export EXIAR et de Rosoboronexport.

L'adhésion de la Russie aux BRICS+ effective depuis le 1^{er} janvier 2024 entend stimuler cette coopération financière. En juin 2024, l'Égypte avait accueilli le premier forum de la Nouvelle Banque de Développement (NDB), dont elle détient 2,27 % du capital. Si l'Égypte entend faciliter son accès à des financements concessionnels, l'adhésion aux BRICS+ devrait principalement permettre à l'Égypte de renforcer les dynamiques bilatérales préexistantes sans accélération majeure des échanges de biens et services, en l'absence d'accords commerciaux structurants.

Les relations économiques sont encadrées. Un accord de partenariat et de coopération stratégique a été signé en octobre 2018 à Sochi. Il vise à renforcer les liens dans les domaines du tourisme, de la culture, de l'énergie, des hydrocarbures et des transports. En parallèle, des

échanges au niveau technique doivent avoir lieu dans le cadre d'un comité conjoint. Il n'existe à ce jour aucun accord douanier entre les deux puissances, bien que les négociations pour une zone de libre-échange entre l'Égypte et l'Union économique eurasiatique (UEEA), relancées en 2018, aient progressé avec la tenue du sixième tour de négociation en 2023. Cet accord ambitionne de faciliter l'accès des produits russes au marché égyptien, tout en promouvant l'usage des monnaies nationales dans les transactions.

Antoine WILLENBUCHER, Chef du pôle infrastructures, environnement et santé,

Nicolas BIC, Conseiller financier

Indicateurs

| Indicateurs macroéconomiques | | Égypte | | | | |
|--|--|-----------------------|---------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| Macroéconomie | | 2021/22 | 2022/23 | 2023/24 | 2024/25 (p) | 2025/26 (p) |
| PIB nominal (en Md USD) - dont en % : | | 475 | 394 | 380 | 346 | 387 |
| Agriculture | | 11,50 | 11,20 | 12,30 | 11,20 | 11,10 |
| Industrie | | 26,80 | 26,20 | 23,70 | 24,80 | 24,30 |
| Services | | 46,10 | 46,10 | 47,60 | 47,70 | 48,10 |
| Autres | | 15,60 | 16,50 | 16,40 | 16,30 | 16,50 |
| PIB par habitant (en USD) | | 4587 | 3744 | 3542 | 3160 | 3469 |
| Croissance du PIB réel (%) | | 6,7 | 3,8 | 2,4 | 3,6 | 4,1 |
| Taux d'inflation, IPC moyen (% annuel) | | 8,5 | 24,4 | 33,3 | 21,2 | 14,4 |
| Finances publiques (en % du PIB) | | 2021/22 | 2022/23 | 2023/24 | 2024/25 (p) | 2025/26 (p) |
| Déficit budgétaire | | -6,2 | -6,0 | -6,3 | -9,2 | -6,8 |
| Excédent primaire | | 1,3 | 1,6 | 7,1 | 4,5 | 5,2 |
| Compte courant | | -3,5 | -1,2 | -6,3 | -4,9 | -4,0 |
| Dette publique | | 88,5 | 95,9 | 96,4 | 82,8 | 77,5 |
| Dette externe | | 32,8 | 41,8 | 43,0 | 40,7 | 34,7 |
| Balance des paiements (en Md USD) | | 2023/24 | | | 2024/24 | |
| | | T1 (juil-sept) | T2 (oct-déc) | T3 (janv-mars) | T4 (avr-juin) | T1 (juil-sept) |
| Balance commerciale | | -7,9 | -10,7 | -10,1 | -10,8 | -14,1 |
| Exportations totales | | 8,3 | 8,1 | 7,7 | 8,4 | 9,1 |
| Importations totales | | -16,3 | -18,8 | -17,8 | -19,2 | -23,1 |
| Balance des services | | 5,2 | 4,0 | 2,1 | 3,1 | 4,1 |
| Revenus du tourisme | | 4,5 | 3,3 | 3,1 | 3,5 | 4,8 |
| Revenus du canal de Suez | | 2,4 | 2,4 | 1,0 | 0,9 | 0,9 |
| Transferts de la diaspora (nets) | | 4,5 | 4,9 | 5,0 | 7,5 | 8,3 |
| Balance courante | | -2,8 | -6,8 | -7,5 | -3,7 | -5,9 |
| Solde compte de capital et financier | | 1,8 | 6,6 | 11,7 | 9,8 | 3,8 |
| Flux nets d'IDE | | 2,3 | 3,2 | 18,2 | 22,4 | 2,7 |
| Flux nets d'inv. de portefeuille | | -0,5 | 0,8 | 14,4 | -0,1 | -0,4 |
| Solde global | | 0,2 | -0,6 | 4,5 | 5,6 | -1,0 |
| Secteur bancaire ^[1] | | 2021 | 2022 | 2023 | mars-24 | juin-24 |
| Crédit à l'économie (% dépôts) | | 48,3 | 48 | 53,3 | 59,9 | 60,3 |
| Fonds propres (% total des actifs) | | 6,9 | 6,6 | 7,1 | 6,9 | 6,5 |
| Créances douteuses (% prêts totaux) | | 3,4 | 3,3 | 2,9 | 2,6 | 2,7 |
| Notation dette souveraine | | Note | Perspective | Action | | Date |
| Moody's | | Caa1 | Positive | | | 07-mars-24 |
| Standard & Poor's | | B- | Positive | Révision à la hausse | | 18-mars-24 |
| Fitch | | B- | Positive | | | 09-mai-24 |

Source : Ministère des finances, Banque centrale, FMI.

[1] Banques opérant en Égypte, à l'exclusion de la Banque centrale d'Égypte.

| Conjoncture monétaire | 2024/25 | | | | | | |
|---------------------------------------|---------|-------|-----------|---------|----------|----------|---------|
| | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier |
| Taux d'intérêts directeurs (%) | | | | | | | |
| Taux de rémunération des dépôts | 27,25 | 27,25 | 27,25 | 27,25 | 27,25 | 27,25 | 27,25 |
| Taux de refinancement | 28,25 | 28,25 | 28,25 | 28,25 | 28,25 | 28,25 | 28,25 |
| Taux de change (dernier jour du mois) | | | | | | | |
| EGP/EUR | 52,6 | 53,9 | 54,0 | 53,1 | 52,2 | 52,8 | 52,2 |
| EGP/USD | 48,5 | 48,6 | 48,2 | 48,9 | 49,5 | 50,8 | 50,2 |
| Inflation en glissement annuel (%) | | | | | | | |
| Inflation urbaine | 25,7% | 26,2% | 26,4% | 26,5% | 25,5% | 24,1% | - |
| Inflation sous-jacente | 24,4% | 25,1% | 25,0% | 24,4% | 23,7% | 23,2% | - |
| Réserves de change (Md USD, du mois) | 46,5 | 46,6 | 46,7 | 46,9 | 47,0 | 47,1 | - |

Source : Banque centrale d'Égypte.

| Indicateurs socioéconomiques | Égypte | ANMO | Monde |
|--|-------------|-------------|-------------|
| Démographie | 2024 | 2024 | 2024 |
| Population | 116,5 M | 572,5 M | 8,1 Md |
| Croissance démographique (%) | 1,62 | 1,3 | 0,91 |
| Densité (hab/km ²) | 117 | 69 | 63 |
| Taux de pauvreté de la tranche inférieure des revenus moyens (\$3,65 PPA 2017) | 23,75 | - | 7,15 |
| Population âgée de 15 à 64 ans - données 2023 | 71,7 M | 330,6 M | 5,4 Md |
| Espérance de vie à la naissance (années) | 71,81 | 73 [1] | 73,32 |
| Marché du travail | 2023 | 2023 | 2023 |
| Population active (% âgée de 15-64 ans) - données 2022 | 47 | 49 | 66 |
| dont femmes | 17 | 20 | 53 |
| Chômage (% total de la population active) | 7 | 9 | 5 |
| dont femmes | 17 | 16 | 5 |
| Alphabétisation des adultes (% âgée de 15-64 ans) | 75 | 81 | 87 |
| dont femmes - données 2022 | 69 | 74 | 84 |
| Proportion de jeunes ne suivant pas d'études, d'emploi ou de formation (%) | 27 | 29 | 20 |
| dont femmes | 39 | 41 | 28 |
| Environnement | 2023 | 2023 | 2023 |
| Émissions de CO2 (tonnes métriques/hab) | 2,3 | - | 4,7 |
| Mortalité dû à la pollution atmosphérique (pour 100 000 hab) - données 2021 | 253,4 | 117,1 | 99,7 |

Source : Banque mondiale, Nations Unies, OIT.

[1] Données 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique du Caire.

Rédaction : Pascal Furth, Nicolas Bic, Antoine Willenbucher, Alexandra Lamotte, Pauline Belhassine-Paillet, Alice Regnier.

Abonnez-vous : écrivez un courriel avec « Abonnement LEE » en objet à pauline.belhassine-paillet@dgtrésor.gouv.fr